

Bourse Uemoa

La BRVM ouvre en hausse
La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente.. • (Page 07)

Automobile • (Page 08)

Rolls-Royce lance une nouvelle Ghost
Touché par la crise du coronavirus, le célèbre constructeur haut de gamme a dévoilé un nouveau modèle mardi...

Aviation • (Page 08)

Emirates a remboursé 1,4 milliard à ses clients
La première compagnie aérienne du Moyen-Orient a annoncé ce lundi avoir traité près de 90% des demandes de remboursement liées...



Relance de l'économie post-coronavirus

• (Pages 03)

Les suggestions de la Banque mondiale au Togo



• *Hawa Cissé Wagué, Représentante résidente de la Banque mondiale pour le Togo*

Usurpation du titre de député

• (Page 04)

Le parlement appelle le public à la vigilance

Energies renouvelables

Le Togo participe au 1er sommet sur les technologies solaires
Marc Dédèriwè Ably-Bidamon, ministre togolais en charge des mines et de l'énergie, a pris part depuis... • (Page 02)

CCIT

Germain Meba doit consolider les acquis
La Chambre de Commerce et d'Industrie du Togo (CCIT) est en train de faire sa mue au profit des opérateurs économiques. Sous la présidence... • (Page 04)

Eau & assainissement

Au Bénin, la BAD accompagne le projet LEauCal
Le Projet d'appui à la décentralisation des services d'eau potable, hygiène et assainissement... • (Page 06)

Gouvernance locale • (Page 11)

Boukpassi exhorte les maires à éviter les détournements de fonds
Lors de l'ouverture d'un séminaire lundi à Lomé, le ministre Boukpassi en charge...

LE NOUVEAU REPORTEUR

L'info accessible

Consultez-nous, suivez nous sur les réseaux sociaux, contactez nous sur www.lesnouveauxreporter.com

Le portail de média qui garantit l'actualité et l'actualité de vos affaires. Tél: 0228 92 62 22 22 / 92 62 22 22



Energies renouvelables

Le Togo participe au 1er sommet sur les technologies solaires

Marc Dèdèriwè Aply-Bidamon, ministre togolais en charge des mines et de l'énergie, a pris part depuis le mardi 08 septembre 2020 au tout premier sommet mondial sur les technologies solaires. L'évènement, organisé en mode virtuelle par l'Alliance Solaire Internationale (ASI) basée en Inde, et qui a réuni en direct trois jours durant plus de 26 000 participants de 153 pays.



● Nicole ESSO

Les travaux du premier sommet mondial sur les technologies solaires, étalés sur plusieurs sessions, portent sur l'état actuel de la technologie solaire dans le monde et les faits saillants de ce secteur, la prochaine génération de technologies, l'absence de l'accès universel à l'énergie et de l'équité énergétique, et les défis dans le domaine. A l'ouverture du sommet, le ministre qui occupe pour le Togo, le poste de Vice-président de la Région Afrique de l'Alliance, a fait le point de activités dans la zone et rappelé les initiatives déjà mises en œuvre (Création du centre régional pour les énergies renouvelables, Initiative de Lomé, Initiative Africaine pour les énergies renouvelables, entre autres). « Nous devons partager les améliorations technologiques qui sont développées et apportées par les entreprises dans le

domaine de l'énergie solaire, et nous devons traiter des questions environnementales en raison de l'augmentation des émissions », a-t-il notamment lancé. Ce sommet qui se tient sur une plateforme virtuelle a débuté par une allocution inaugurale du Premier Ministre indien suivie d'une session plénière, une session mondiale des PDG, quatre sessions techniques en parallèle et une session de valorisation. le « World Solar Technology Summit » en abrégé WSTS vise à réunir des parties prenantes clés, des scientifiques universitaires de premier plan, des développeurs, des chercheurs et innovateurs pour présenter et discuter des faits saillants récents des technologies solaires, sur le plan des coûts, sur le plan technologique, des transferts de technologie, des défis et des préoccupations sur le terrain. L'Alliance Solaire Internationale (ASI) est une initia-

tive conjointe de la France et de l'Inde, lancée lors de la COP 21, aux fins d'un effort inédit en faveur de l'énergie solaire. L'objectif de l'ASI est de produire les règles du jeu, normes et standards de l'énergie solaire, afin d'obtenir un déploiement rapide et massif dans les pays riches en rayonnement solaire mais où les risques sont encore perçus comme élevés. L'ASI met en place des outils concrets, des mesures de renforcement des capacités et des instruments financiers innovants. Un exemple est l'harmonisation des politiques publiques, des réglementations et des tarifs entre les pays qui permettent de réduire les incertitudes, de renforcer la viabilité économique des projets solaires et de rassurer les investisseurs. L'ASI projette de faciliter l'installation de plus de 1000 GW de capacité supplémentaire d'ici 2030, avec un financement estimé à 1000 Mds\$ sur la même période.

AUX DECIDEURS ... NP

Une personne... un numéro...

Le parlement togolais vient d'adopter la loi relative à l'identification biométrique des personnes physiques au Togo. Etablissant ainsi, un système d'identification et d'authentification des personnes physiques. De ce fait, chaque togolais et chaque togolaise, devra posséder un numéro d'identification unique (NIU). Ainsi, les données démographiques ou biométriques d'un individu sont soumis à la base de données centrale des identités pour vérification de l'exactitude ou de l'absence desdites données.

Tout Togolais, toute personne résidant à titre temporaire ou permanent au Togo a le droit d'obtenir un NIU en soumettant ses données démographiques et ses données biométriques selon le processus d'inscription défini par les textes en vigueur.

« Plusieurs millions de nos concitoyens vivent sans document d'identité. Cette incise les handicape au quotidien pour des actions aussi simples que l'accès au crédit ou encore la sécurité sociale. Le projet est une réponse à ce déficit. Il intervient dans le contexte des engagements pris par chef de l'Etat, durant la campagne présidentielle et constitue un signal fort de sa volonté et de son engagement à poursuivre la politique d'inclusion socio-économique et financière pour le développement du Togo », a déclaré Cina Lawson, la ministre de l'Economie numérique et des Innovations technologiques, après le vote de la loi.

Pour qu'un gouvernement soit à même d'offrir des services à la population, qu'il s'agisse de prestations de santé, de mesures de protection sociale ou de permis de conduire, il est essentiel qu'il sache qui, sont les personnes concernées. Il en va de même pour les entreprises privées. À titre d'exemple, pour qu'une banque soit en mesure de fournir des services à ses clients, comme l'ouverture d'un compte bancaire ou une offre de prêt, elle doit savoir qui en sera le bénéficiaire. C'est là que les programmes d'identification trouvent leur utilité.

L'utilisation croissante des téléphones mobiles, des réseaux sociaux et de l'Internet accroît d'autant la nécessité d'identifier les personnes. Associée à la téléphonie mobile et à l'Internet, l'identification des personnes favorise la prestation de services par voie électronique, ce qui décuple l'efficacité des pouvoirs publics et contribue à la création de nouveaux produits et services en ligne. Avec aujourd'hui des milliards d'utilisateurs de portables dans le monde, les téléphones mobiles et l'Internet s'imposent comme les premiers moyens d'offre de services.

L'identification constitue un immense défi pour de nombreux pays en développement qui n'ont pas de système efficace leur permettant d'identifier l'ensemble de leur population. Dans certains d'entre eux, on constate une fragmentation de la filière d'identification, caractérisée par une concurrence entre de nombreux organismes, tant publics que privés, qui proposent différentes formes d'identification, telles que cartes d'identité, cartes d'assuré médical, cartes d'identité bancaire, carte d'électeur ou carte de rationnement.

Tous ces justificatifs reposent rarement sur une identification officielle, d'où des inefficacités dans les interactions entre les pouvoirs publics et les entreprises d'une part, et la population d'autre part. Il est encore plus difficile de fournir une identité officielle dans les pays en développement qui ne délivrent pas de certificat de naissance, une pièce fondatrice pour l'identification officielle.

L'identification biométrique des personnes physiques est donc une nécessité pour le développement moderne. Et le Togo vient de s'engager sur cette voie.

Komlan KPATIDE

Baromètres Togo

Référentiel	
Valeur	Sources
Superficie : 56 600 km ²	Populationdata
Population : 7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique : 2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité : 33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité : 6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie : 65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire : 2,1% (2017)	BAD
Smig : 35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat : 44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) : C	COFACE
Taux de scolarisation : 83%	INSEED

Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés	
Valeur	Sources
Taux de croissance : 5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt : 672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation : 1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale : 373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique : 72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage : 3,4% (2015)	PNUD
Budget national : 1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière : « B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH : 0,503 / 1 (2017)	Populationdata

Relance de l'économie post-coronavirus

Les suggestions de la Banque mondiale au Togo

Face à la crise liée à la pandémie mondiale de coronavirus et pour une relance efficace de son économie post-covid-19, la Banque mondiale suggère au Togo de booster l'investissement privé, d'accélérer les réformes ainsi que de privilégier la numérisation de l'économie afin d'assurer la continuité de l'administration publique et de l'activité économique durant la pandémie.

• Joël YANCLO

La crise provoquée par la pandémie mondiale de coronavirus a eu des répercussions importantes sur l'économie togolaise et devrait faire baisser la croissance de 5,3 % en 2019 à 1 % en 2020. C'est la conclusion de la première édition du rapport sur la situation économique au Togo publiée par la Banque mondiale, le 08 septembre 2020. Ainsi, face à la crise, le rapport suggère au Togo de booster l'investissement privé, d'accélérer les réformes ainsi que de privilégier la numérisation de l'économie afin d'assurer la continuité de l'administration publique et de l'activité économique durant la pandémie. Selon cette étude intitulée, « Dynamiser l'investissement privé pour plus de croissance et d'emplois », les restrictions du trafic aérien, la fermeture des frontières, les mesures de distanciation sociale et de restriction des mouvements conjuguées à la baisse de la croissance chez les principaux partenaires commerciaux du Togo ont porté un coup dur à l'activité économique. La croissance devrait toutefois progressivement retrouver le niveau d'avant crise à partir de 2022, grâce aux investissements publics dans les infrastructures et au regain de l'investissement privé, si les réformes en faveur de l'amélioration du climat des affaires se poursuivent et s'amplifient. Dans un communiqué de presse, Thierry Yogo, économiste principal de la Banque mondiale pour le Togo et co-auteur du rapport explique que « les mesures de distanciation sociale et de confinement prises par le gouvernement affecté les activités de production et de vente, le commerce de détail, la construc-

tion et le tourisme ». « La pandémie de COVID-19 a eu un effet négatif important sur le secteur privé et pourrait compromettre l'atteinte des objectifs du programme national de développement. » Pour atténuer ces risques, les auteurs du rapport invitent le gouvernement à lever les contraintes structurelles au développement du secteur privé, qui joue un rôle essentiel dans le plan national de développement et dans la relance de l'économie après la pandémie de COVID-19. Il est question de faciliter l'accès au financement, d'améliorer la qualité et de réduire les coûts d'accès à l'électricité et aux services de télécommunication (internet, téléphonie mobile), d'alléger le poids de la fiscalité sur les entreprises et de renforcer le capital humain. Le rapport recommande d'exploiter davantage le potentiel économique du numérique qui pourrait contribuer à dynamiser le secteur privé et booster la croissance économique du Togo tout en créant un nombre important d'emplois productifs. « Continuer à miser sur l'investissement privé comme levier de relance économique sera crucial pour renforcer la résilience du Togo face aux vulnérabilités économiques et sociales révélées par la crise du coronavirus », souligne Hawa Wagué, représentante résidente de la Banque mondiale pour le Togo.

Booster l'investissement privé et accélérer les réformes

Le développement du secteur privé est entravé principalement par une fiscalité élevée et des difficultés d'accès au financement. De nombreuses entreprises togolaises considèrent le poids de la fiscalité comme un frein au développement du secteur privé. Cette perception reflète une



• Hawa Cissé Wagué, Représentante résidente de la Banque mondiale pour le Togo

forte concentration des recettes sur un faible nombre d'instruments fiscaux et sur un nombre limité de contribuables. Malgré la montée en flèche au cours des années récentes du recours à l'emprunt bancaire pour financer les investissements, 51,3 % des entreprises finançaient toujours leurs investissements sur fonds propres en 2018. Le rapport de la Banque mondiale sur la situation économique du Togo intitulé « Dynamiser l'investissement privé pour plus de croissance et d'emplois », recommande aux autorités du pays d'accélérer les mesures destinées à accroître l'investissement privé et à lever les obstacles au développement du secteur privé. D'autant que le plan national de développement mise sur une augmentation annuelle de l'investissement privé de l'ordre de 17 % entre 2018 et 2022 alors qu'il n'a augmenté que de 11 % par an entre 2010 et 2018. Il est également essentiel de poursuivre les efforts d'amélioration de la qualité des in-

frastructures et des services dans les secteurs de l'énergie et des télécommunications.

Le potentiel de l'économie numérique sous-exploité

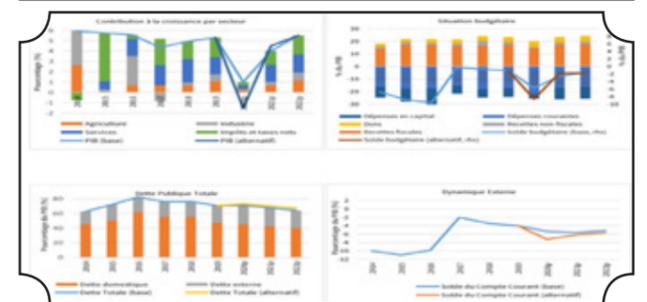
Le rapport consacre un chapitre spécial à l'enjeu de l'économie numérique au Togo. Le pays possède une population urbaine jeune (60 % de la population a moins de 25 ans) qui a de plus en plus recours aux nouvelles technologies, avec un taux d'adoption mobile de 36,8 % et un écosystème d'innovation naissant. Mais le potentiel économique du numérique est sous-exploité alors qu'il pourrait contribuer à dynamiser le secteur privé et booster la croissance économique du Togo. Pour tirer pleinement parti du potentiel de l'économie numérique, le rapport propose un ensemble de mesures au Togo dont entre autres de renforcer la formation à l'entrepreneuriat et l'accompagnement des

startups ; créer des marchés pour les entrepreneurs du numérique ; faciliter l'expansion des entreprises du numérique en Afrique de l'Ouest ; combler l'écart de financement de prédémarrage pour les startups numériques ; poursuivre les réformes politiques et réglementaires ; développer les infrastructures et les plateformes numériques indispensables à la réduction

du coût d'accès dans le secteur. « Le gouvernement et le secteur privé peuvent servir de catalyseurs à la croissance des entreprises numériques et faciliter le développement d'une économie togolaise plus compétitive et plus prospère », conclut Hawa Cissé Wagué, représentante résidente de la Banque mondiale pour le Togo. Le chemin est donc tout tracé pour le Togo.

Impact économique de la pandémie du Coronavirus

- La croissance faiblit en 2020 tirée par la mauvaise performance du secteur des services
- Le déficit se détériore du fait de l'augmentation des dépenses courantes
- La dette publique totale augmente légèrement soutenue par une hausse de la dette externe
- Le solde du compte courant se détériore



Baromètres Togo

Indicateurs de croissance	2018(e)	2019(e)	2020(e)
PIB (milliards USD)	5,35	5,67	6,24
PIB (croissance annuelle en %, prix constant)	4,7	5,0	5,3
PIB par habitant (USD)	668	691	741
Endettement de l'Etat (en % du PIB)	75,715	70,560	64,775
Taux d'inflation (%)	0,4	1,2	2,0
Balance des transactions courantes (milliards USD)	-0,49	-0,45	-0,44
Balance des transactions courantes (en % du PIB)	-9,2	-8,0	-7,0

Source : FMI - World Economic Outlook Database - Octobre 2018. Note: (e) Donnée estimée

Indicateurs monétaires	2015	2016	2017
Franc CFA BCEAO (XOF) - Taux de change annuel moyen pour 1 EUR	631,22	630,86	657,54

Source : Banque Mondiale - Dernières données disponibles. Principaux secteurs économiques

Répartition de l'activité économique par secteur	Agriculture	Industrie	Services
Emploi par secteur (en % de l'emploi total)	36,9	17,3	44,9
Valeur ajoutée (en % du PIB)	41,8	17,0	29,8
Valeur ajoutée (croissance annuelle en %)	7,3	2,1	3,3

Source : Banque Mondiale - Dernières données disponibles.

Les IDE en chiffres

	Togo	Sub-Saharan Africa	Etats-Unis	Allemagne
Index de transparence des transactions*	7,0	5,0	7,4	5,0
Index de responsabilité des managers**	1,0	4,0	8,6	5,0
Index de pouvoir des actionnaires***	5,0	5,0	9,0	5,0

Source : Doing Business - Dernières données disponibles. Note: *Plus l'index est grand, plus les transactions sont transparentes. **Plus l'index est grand, plus les managers sont personnellement responsables. *** Plus l'index est grand, plus les actionnaires ont le pouvoir de défendre leur droit. **** Plus l'index est grand, plus la protection des actionnaires est importante.

Usurpation du titre de député

Le parlement appelle le public à la vigilance

L'Assemblée nationale togolaise attire l'attention du public en général et des gérants des restaurants sur une nouvelle forme d'arnaque. Des faussaires se font passer pour des députés et escroquer leurs cibles. Lire le communiqué de l'Assemblée nationale.



ASSEMBLEE NATIONALE
SECRETARIAT GENERAL

REPUBLIQUE TOGOLAISE
TRAVAIL - LIBERTE - PAIX

COMMUNIQUE

La Présidente de l'Assemblée nationale informe le public en général et les gérants des restaurants en particulier que depuis quelque mois, des personnes mal intentionnées se réclament faussement du titre de député et usent des noms des honorables députés pour escroquer les restaurateurs.

Ces escrocs prétendent que des rencontres interparlementaires se tiendront à l'Assemblée nationale du Togo et réuniront plusieurs dizaines de députés de l'espace CEDEAO ou UEMOA. Ils trompent leurs potentiels victimes que leurs structures sont retenues pour assurer le service de restauration pendant des assises et leur demandent de fournir des pièces administratives dont une police d'assurance et surtout un transfert d'argent par T-money ou par Floor.

La Présidente de l'Assemblée nationale appelle le public et les prestataires à plus de vigilance et les invite à se présenter à l'Assemblée nationale lorsqu'ils ont des contacts de cette nature.

Elle rappelle que l'Assemblée nationale dispose de procédures particulières de commande et aucun transfert par T-money ou Floor n'est exigé pour quelques motifs que ce soit.

Fait à Lomé, le 07 SEP 2020
Pour la Présidente et P.O.
Le Secrétaire Général
Fadema WAGUENA

01 B.P. 327 LOMÉ - TOGO / TEL. +228 22 26 57 91 / FAX. +228 22 61 20 99 / E-mail : asnat@ig.net.tg
Site web : www.assemblee-nationale.tg

CCIT

Germain Meba doit consolider les acquis

La Chambre de Commerce et d'Industrie du Togo (CCIT) est en train de faire sa mue au profit des opérateurs économiques. Sous la présidence de Germain Essohouna Meba, un travail de fond a été engagé pour la promotion du secteur privé et le raffermissement des Partenariats Public-Privé. Fort de son nouveau dynamisme, la CCIT est devenue un interlocuteur de choix du gouvernement togolais.

Ce travail a été l'œuvre de Germain Essohouna Meba. Élu le 22 décembre 2016 à la tête de cette structure pour un mandat de quatre (4) ans, M. Meba et son bureau exécutif ont tenu leur promesse qui est de promouvoir le secteur privé. Germain Meba et son équipe revendiquent un bilan positif. Avec leur programme axé sur la promotion du secteur privé, ils ont œuvré pour un raffermissement des Partenariats Public-Privé. Le regain de dynamisme constaté au niveau des opérateurs éco-

nomiques en est la preuve. Durant son mandat, le président sortant de la CCIT a mis en œuvre un programme spécial de financement interne. Un programme qui a permis de répondre au problème de financement auquel la majorité des entreprises togolaises sont confrontées. Cette expérience a permis à la CCIT de mieux suivre les entrepreneurs dans le sens de l'émergence d'une nouvelle classe économique. De plus, l'équipe sortant de la CCIT a œuvré à faire des opérateurs économiques de véritables

acteurs de développement économiques. Plusieurs tournées de sensibilisation ont été organisées à cet effet en collaboration avec l'Office Togolais des Recettes (OTR) sur toute l'étendue du territoire togolais. Germain Meba a par ailleurs déployé un plan stratégique orienté vers la promotion des entreprises, l'information, la formation, la recherche de partenariats et la signature d'accord de coopération. Le président de la CCIT, actuellement en fin de mandat, a procédé à la signature de plusieurs accords

et conventions en vue de la redynamisation des coopérations avec des institutions internationales. Pour preuve, la CCIT est désormais en partenariat avec la Chambre de Commerce et de Navigation de Las Palmas, la Chambre de Commerce de Meurthe et Moselle en France et la Chambre de Commerce et d'Industrie de la République de Cuba. Au niveau international, le dynamisme retrouvé sous la présidence de Germain Meba a permis à la CCIT d'assumer la présidence de la Fédération de

la Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Afrique de l'Ouest (FCCIAO). Le Togo a ainsi eu à piloter des projets comme le Projet de création de la compagnie maritime régionale dénommée « Sealink », et porté par la FCCIAO. Germain Meba a également présidé, au nom du Togo, la Chambre permanente des chambres consulaires africaines et francophones (CPCCAF). Une gestion qui laisse transparaître un bilan assez positif. Pour poursuivre le travail sur la même lancée, Germain

Essohouna Méba sollicite un second mandat dans le cadre des prochaines élections consultatives. Une nouvelle chance devant lui permettre de consolider les acquis. En somme, le président sortant de la CCIT a des arguments à faire valoir lors des prochaines élections qui permettront aux délégués de choisir le meilleur. A noter toutefois que le processus électoral est actuellement suspendu par le ministre en charge de la promotion du secteur privé, Kodjo Adedze.

Avec togobreakingnews.info

Financement des agents économiques

La BEAC injecte 250 milliards FCFA sur le marché monétaire

La Banque des États de l'Afrique Centrale (BEAC) procédera au lancement d'une opération d'injection d'un montant de 250 milliards FCFA sur le marché monétaire ce 10 Septembre 2020.

● Bernard AFAWOUBO

La pandémie du coronavirus qui secoue le monde entier met du plomb dans l'aile du décollage économique des pays. Plusieurs opérateurs économiques sont touchés par les effets néfastes de cette crise sanitaire. Pour leur permettre d'atténuer ces effets, la Banque centrale vole au secours des opérateurs économiques qui sont à la recherche de financements en cette période difficile. Ainsi, elle procédera au lancement d'une opération d'injection de liquidités sur le marché monétaire d'un montant de 250 milliards FCFA, le 10 Septembre 2020. Il sera question pour la Banque des États de l'Afrique Centrale (BEAC) d'apporter à travers cette mobilisation de fonds, un appui aux agents économiques en vue de stimuler l'investissement et de doper la consommation. Six pays de la communauté économique et monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC) seront couverts par cette opération. Ceci traduit les faits de la dé-



cision du Comité de politique monétaire (CPM) en vigueur depuis 2013. Conformément aux dispositions communautaires, le taux d'intérêt des appels d'offres applicable sera de 3,25% pour le compte de cette opération d'injection des liquidités qui prendra fin le 17 Septembre prochain. Aussi les actifs admis en garantie des opérations de financement de la BEAC s'opèrent suivant les résolutions du Comité de Politique Monétaire (CPM). Selon la Banque centrale,

pour cet appel d'offres à taux variables dont la date limite de soumission est prévue mercredi, le nombre d'offre maximum autorisé par soumissionnaire est de cinq. Au regard de la conjoncture difficile que traversent les économies de la sous-région renforcée par la pandémie de Covid-19, cette opération d'injection de liquidités sur le marché monétaire pourrait rencontrer un énorme succès, confirmant une tendance observée depuis quelque temps.

Baromètres Togo

	2016	2017	2018
Investissement Direct Etranger			
Flux d'IDE entrants (millions USD)	-46	88	102
Stocks d'IDE (millions USD)	1.474	1.772	1.790
Nombre d'investissements greenfield***	2	1	2
IDE entrants (en % de la FBCF****)	21,0	n/a	n/a
Stock d'IDE (en % du PIB)	39,7	n/a	n/a

Source : CNUCED - Dernières données disponibles. Note : * L'indicateur de Performance de la CNUCED est basé sur un ratio entre la part du pays dans le total mondial des IDE entrants et sa part dans le PIB mondial. ** L'indicateur de Potentiel de la CNUCED est basé sur 12 indicateurs économiques et structurels tels que le PIB, le commerce extérieur, les IDE, les infrastructures, la consommation d'énergie, la R&D, l'éducation, le risque pays. *** Les investissements greenfield correspondent à la création de filiales ex-nihilo par la maison mère. **** La formation brute de capital fixe (FBCF) est un indicateur mesurant la somme des investissements, essentiellement matériels, réalisés pendant une année.

Indicateurs du commerce extérieur	2015	2016	2017
Importations de biens (millions USD)	2.127	2.382	2.527
Exportations de biens (millions USD)	1.227	1.290	1.138
Importations de services (millions USD)	n/a	397	n/a
Exportations de services (millions USD)	n/a	530	n/a
Importations de biens et services (croissance annuelle en %)	13,7	-3,5	3,7
Exportations des biens et services (croissance annuelle en %)	0,2	5,2	0,4
Balance commerciale (hors services) (millions USD)	-1.033	n/a	n/a
Commerce extérieur (en % du PIB)	109,8	105,6	100,0
Importations de biens et services (en % du PIB)	67,6	62,8	59,5
Exportations des biens et services (en % du PIB)	42,2	42,8	40,5

Source : OMC - Organisation Mondiale du Commerce ; Banque Mondiale, dernières données disponibles



REPUBLIQUE DU SENEGAL

PROGRAMME ECONOMIQUE REGIONAL DE L'UEMOA

PROGRAMME REGIONAL D'AMENAGEMENTS HYDRAULIQUES MULTI USAGE AU SENEGAL

**Financement : Union Economique Monétaire Ouest
Africaine (UEMOA)**

Date : 21 août 2020

No de l'AO : 032/20

1. Cet avis fait suite à l'Avis Général de Passation des marchés paru dans le journal « LE SOLEIL » du 31 décembre 2019 et publié dans le Portail des Marchés Publics du Sénégal.

2. Le **Gouvernement de la République du Sénégal** a reçu des fonds de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) pour financer le Programme Régional des Aménagements Hydrauliques Multi-usages pour la Réalisation de la Sécurité Alimentaire de l'UEMOA au Sénégal, et a l'intention d'utiliser une partie de ces fonds pour effectuer des paiements éligibles au titre du Marché pour les travaux réalisation de quatre nouveaux forages d'exploitation dans les localités de Lambène, Thiounène, Ndiaye Ndiamaniane et Kouré Ndiawar et achèvement de deux forages à Lambène et Ndiaye Ndiamaniane dans la Commune de Mérina Dakhar (appel d'offres n° 032/20).

3. L'Agence d'Exécution des Travaux d'intérêt Public contre le sous-emploi (AGETIP) sollicite des offres sous pli fermé de la part de soumissionnaires éligibles pour exécuter les travaux réalisation de quatre nouveaux forages d'exploitation dans les localités de Lambène, Thiounène, Ndiaye Ndiamaniane et Kouré Ndiawar et achèvement de deux forages à Lambène et Ndiaye Ndiamaniane dans la Commune de Mérina Dakhar, département de Tivaouane, région de Thiès.

Les travaux sont constitués en un seul lot.

4. Les soumissionnaires éligibles et intéressés peuvent obtenir des informations auprès de l'AGETIP à l'adresse suivante : **Route de l'Aéroport – derrière Hôtel ONOMO - Téléphone : (+221) 33 864 98 88** et prendre connaissance des documents d'Appel d'offres à l'adresse mentionnée ci-dessus indiquée de 8 heures à 12 heures le matin et de 15 heures à 17 heures l'après-midi.

5. Les soumissionnaires intéressés peuvent obtenir le Dossier d'Appel d'Offres complet en français en formulant une demande écrite à l'adresse mentionnée ci-dessus contre un paiement non remboursable de **F CFA 50 000**. La méthode de paiement sera en espèce.

6. Les Instructions aux Soumissionnaires et les Cahiers des Clauses Administratives et Générales sont ceux du Dossier Type d'Appel d'Offres pour Travaux – Droit Civil.

7. Les offres devront être soumises à l'adresse ci-dessus au plus tard le **jeudi 24 septembre 2020 à 15 heures précises**. Les offres doivent comprendre une garantie de soumission délivrée par un organisme financier agréé par le Ministère de l'Economie et des Finances, valide vingt-huit (28) jours à compter de la date limite de validité des offres d'un montant de **F CFA 2 150 000**.

Les offres seront ouvertes en présence des représentants des soumissionnaires qui le souhaitent à l'adresse ci-dessus le **jeudi 24 septembre 2020 à 15 heures**.

8. La passation du Marché sera conduite par Appel d'offres ouvert tel que défini dans le Code des Marchés publics, et ouvert à tous les candidats éligibles.

9. Les exigences en matière de qualifications sont :

a) Situation financière

Avoir un minimum de chiffre d'affaire annuel moyen des activités liées **aux travaux similaires** correspondant au total des paiements mandatés reçus pour les marchés en cours ou achevés au cours des trois(03) dernières années (2017-2019) égal à **F CFA 220 000 000**.

Pour ce faire, le soumissionnaire devra fournir des états financiers certifiés par un expert-comptable agréé par l'ONECCA ou par un organisme assimilé durant les **trois** exercices concernés (2017-2019) et donner la liste des travaux en cours.

Disposer d'une ligne de crédit délivrée par un établissement financier agréé par le Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan (MEFP) d'un montant de **F CFA 75 000 000**.

b) Expérience spécifique

➤ Avoir réalisé en tant qu'entreprise principale au moins deux (2) marchés similaires au cours des cinq (05) dernières années (2015-2019) avec une valeur minimum par marché de **F CFA 79 000 000** (soixante dix neuf millions francs CFA), qui ont été exécutés de manière satisfaisante et terminés pour l'essentiel et qui sont similaires aux travaux proposés. La similitude portera sur la taille physique, la complexité, les méthodes/technologies. Ces réalisations doivent être prouvées par des attestations de bonne exécution délivrées par les Maitre d'Ouvrages concernés.

c) Proposer un délai d'exécution maximum de quatre mois.

d) Moyens matériels

Les soumissionnaires devront disposer du minimum de matériel essentiel à l'exécution du marché (voir dossier d'appel d'offres)

e) Personnel (voir dossier d'appel d'offres)

10. Une marge de préférence ne sera pas octroyée aux soumissionnaires nationaux. Voir le document d'Appel d'offres pour les informations détaillées.

11. Les offres devront demeurer valides pendant une durée de **cent vingt (120) jours** à compter de la date limite retenue pour l'ouverture des plis.

Le Directeur Général

Eau & assainissement

Au Bénin, la BAD accompagne le projet LEauCal

Le Projet d'appui à la décentralisation des services d'eau potable, hygiène et assainissement de l'Atacora-Donga (projet LEauCal), dans le nord-ouest du Bénin, a été conçu dans le but d'accroître l'accès des populations à l'eau et à l'assainissement.



• Vivien ATAKPABEM

Le projet, dont le coût total est estimé à 1 788 000 euros, a bénéficié du soutien de la Banque africaine de développement, au profit de plus de 90 000 bénéficiaires directs. Signé en mars 2013, le projet devait s'achever en février 2017. Basé sur l'apprentissage par la pratique dans le cadre d'appels à projets, il a permis de renforcer les compétences des populations dans les différentes tâches liées à leur mandat dans le secteur : recherche de financements, maîtrise d'ouvrage mais aussi exploitation et maintenance des ouvrages. Le projet a permis aux entités décentralisées de mener avec efficacité une étude institutionnelle sur l'eau potable et l'assainissement, l'aspect organisationnel et financier, la maîtrise d'ouvrage, avec une assistance technique fournie aux parties prenantes. Désormais, les structures décentralisées sont capables d'assurer le management d'un projet avec le pilotage, la préparation d'un manuel des procédures, le suivi et l'évaluation du projet et la production de documents de capitalisation. Treize mairies bénéficient directement de ce projet avec les services communaux, les services déconcentrés dans les deux départements de l'Atacora-Donga. Le projet a permis à quelque 20 000 personnes d'avoir accès à l'eau potable ou à l'assainissement de base, par la réalisation d'infrastructures. Les bénéficiaires indirects du projet sont estimés à 900 000 personnes (population de l'Atacora et de la Donga), qui bénéficieront du renforcement des capacités des communes béninoises. Le secteur privé a en charge l'exploitation et la maintenance des ouvrages, ce qui renforce également l'accès au marché des PME. Le projet a permis aux treize communes des deux départements d'expérimenter, de façon accompagnée, la décentralisation du secteur

« AEPHA » (approvisionnement en eau potable, hygiène et assainissement), de renforcer leurs compétences en maîtrise d'ouvrage, en mobilisation d'autres financements, et de mettre en place des mécanismes qui pourront être dupliqués dans toutes les communes du Bénin et d'autres pays.

17 000 habitants ont accès à l'eau potable

De ce fait, des manuels ont été mis en place. À travers ce projet, les collectivités ont pu accroître de 2% le taux d'accès des populations à l'eau potable (65%), permettant à 17 000 habitants, dont 9 000 femmes, d'avoir accès à l'eau potable. Ainsi, fort de ces nouvelles capacités en planification, en recherche de financement, en gestion de marché, la décentralisation des services d'eau potable et d'assainissement s'est accrue. Les responsables communaux et de l'administration décentralisée sont

engagés dans l'exécution des projets relatifs à l'eau potable et l'assainissement. La cible escomptée de 68% en 2020 devrait pouvoir être atteinte dans la zone du projet au regard des performances enregistrées. La conception du projet repose sur l'apprentissage par la pratique de la maîtrise d'ouvrage, intégrant la formation aux fondamentaux du montage de projet, la recherche de financement à travers des propositions de projets après un appel à proposition lancé par l'agence d'exécution, l'optimisation des ressources et l'exercice à la gestion des marchés publics. Cet exercice aux marchés publics a embrassé plusieurs aspects, entre autres : appel d'offres, évaluation des offres, sélections de prestataires, contractualisation, supervision de l'exécution des marchés de forages, de toilettes, contractualisation de gestionnaires des infrastructures, supervision de l'exploitation des infrastructures.

Afrique

Solarise va fournir le solaire aux entreprises

Solarise Africa vient d'effectuer une nouvelle mobilisation financière qui a permis de récolter des fonds auprès de plusieurs partenaires financiers notamment Energy Access Ventures (EAV) ; Proparco, la filiale de l'Agence française de développement (AFD) responsable du financement du secteur privé ; ainsi qu'EDFI Electrifi.

La nouvelle collecte de fonds Solarise Africa a attiré un nouvel investisseur. Outre les partenaires traditionnels comme Energy Access Ventures (EAV) qui a arrangé l'opération, la mobilisation financière a vu la participation de Proparco, la filiale de l'Agence française de développement (AFD). La société financière injecte 4 millions d'euros dans Solarise Africa à travers la facilité «African Renewable Energy Scale-Up» (ARE Scale Up facility), mise en place conjointement par le groupe AFD et l'Union européenne. Solarise a également reçu des fonds d'EDFI Electrifi

(Electrification Financing Initiative), un mécanisme de financement de l'Union européenne. «Nous sommes ravis de soutenir la société avec 2,5 millions de dollars supplémentaires dans cette mobilisation de série B (...). Avec cette étape importante franchie, nous pensons que Solarise est en excellente position pour réaliser ses plans ambitieux, visant plus de 150 MW d'actifs solaires, ce qui correspond à atteindre plus de 100 000 connexions indirectes dans les 5 prochaines années. C'est une contribution très significative aux efforts d'électrification en Afrique subsaharienne», af-

Sénégal

Akon City, le projet de ville verte est lancé

Le chanteur de RnB sénégalais Akon vient d'annoncer la pose de la première pierre relative à la construction de la ville verte et futuriste Akon City à l'ouest du Sénégal. Ce méga projet immobilier est mis en œuvre par les entreprises américaines KE International et Bakri & Associates Development Consultants.



Akon City est sur les rails. Le projet immobilier porté par le chanteur de RnB sénégalais Akon a été lancé récemment près de Mbo-dière, un petit village côtier situé à l'ouest du Sénégal. L'artiste a tenu récemment un point de presse dans la capitale sénégalaise Dakar, pour annoncer le lancement de ce projet de construction durable qui s'inspire du Wakanda, du nom d'un royaume fictif africain dans lequel se déroule le scénario du film de super héros Black Panther des studios Marvel. De son vrai nom Badara Akon Thiam, l'artiste Akon a profité de son point de presse pour évoquer le coût du projet qui s'élève à 6 milliards de dollars, soit près de 80 % du budget du Sénégal pour 2020 (7,6 milliards de dollars). À en croire la star du RnB, un tiers du budget est déjà disponible. Sur le terrain, les travaux commenceront au premier trimestre de 2021 sous la direction de

l'entreprise américaine KE International.

La certification écologique d'une ville futuriste

La société KE International travaille sur le projet Akon City avec Bakri & Associates Development Consultants, l'architecte qui a dessiné la ville futuriste. Elle sera établie sur une superficie de 2 000 hectares. Selon KE International, la première phase du projet qui s'achèvera en 2023 aboutira à la construction des routes, d'un campus de l'hôpital des Hamptons, d'un centre commercial des Hamptons, de résidences, d'hôtels, d'un poste de police, d'une école, d'une décharge pour les déchets de la ville et d'une centrale solaire photovoltaïque pour alimenter l'ensemble. La ville a d'ores et déjà été désignée «zone fiscale spéciale» par le gouvernement sénégalais. Cette distinction permet la réduction d'imports à Akon

City, de quoi attirer les investisseurs. La ville sera intégrée dans la vision touristique du pays grâce à un partenariat signé en janvier 2020 entre la Société d'aménagement et de promotion des côtes et zones touristiques du Sénégal (Sapco) et le promoteur du projet, le chanteur Akon. La deuxième phase du projet Akon City devrait commencer en 2024 pour s'achever en 2029. Elle permettra la construction complète de la ville qui fonctionnera exclusivement avec la crypto-monnaie Akoin. La ville sera composée de parcs, d'universités, des écoles, d'un stade, des hôtels et d'un complexe industriel. KE International a indiqué il y a quelques mois qu'Akon City sera certifiée LEED (Leadership in Energy and Environmental Design), un système nord-américain de standardisation de bâtiments à haute qualité environnementale créé par l'US Green Building Council.

Avec afrik21



firme Dominiek Deconinck, le directeur général d'EDFI, gestionnaire d'Electrifi. Electrifi et EAV ont déjà participé à une collecte de fonds de Solarise Africa en 2019. Cette année, l'objectif est le même, développer

ses activités sur le marché du leasing d'énergie solaire et d'efficacité énergétique en Afrique. L'entreprise est présente au Kenya, en Afrique du Sud et au Rwanda où elle finance et installe des systèmes so-

laires photovoltaïques pour les entreprises commerciales et industrielles. Elle ambitionne de conquérir l'ensemble de l'Afrique de l'Est et de se lancer à l'ouest du continent.

Avec afrik21

BRVM 10 120,60

Variation Jour ↓ -0,52 %

Variation annuelle ↓ -19,12 %



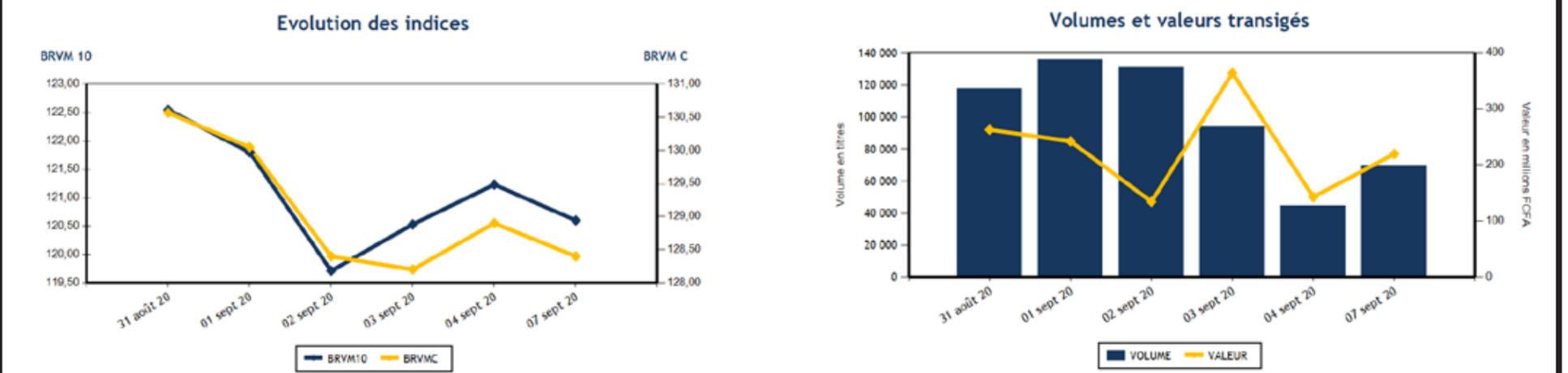
BULLETTIN OFFICIEL DE LA COTE

N° 171 lundi 7 septembre 2020 Site : www.brvm.org

BRVM Composite 128,40

Variation Jour ↓ -0,39 %

Variation annuelle ↓ -19,37 %



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	3 857 786 028 286	-0,39 %
Volume échangé (Actions & Droits)	66 121	91,90 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	182 903 100	352,74 %
Nombre de titres transigés	36	24,14 %
Nombre de titres en hausse	10	-37,50 %
Nombre de titres en baisse	17	112,50 %
Nombre de titres inchangés	9	80,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
BICI CI (BICC)	5 290	5,80 %	-22,21 %
BERNABE CI (BNBC)	605	3,42 %	-13,57 %
NSIA BANQUE COTE D'IVOIRE (NSBC)	3 205	1,58 %	-50,46 %
CFAO MOTORS CI (CFAC)	370	1,37 %	-14,94 %
BANK OF AFRICA SENEGAL (BOAS)	1 365	1,11 %	-11,65 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	5 418 059 601 156	-0,01 %
Volume échangé	3 723	-63,70 %
Valeur transigée (FCFA)	36 892 800	-63,98 %
Nombre de titres transigés	2	-85,71 %
Nombre de titres en hausse	0	-100,00 %
Nombre de titres en baisse	2	-50,00 %
Nombre de titres inchangés	0	-100,00 %

PLUS FORTES BAISSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SODE CI (SDCC)	2 600	-7,14 %	-7,14 %
NEI-CEDA CI (NEIC)	145	-6,45 %	3,57 %
BOLLORE (SDSC)	1 200	-6,25 %	-20,00 %
SERVAIR ABIDJAN CI (ABJC)	930	-5,58 %	-25,60 %
CIE CI (CIEC)	1 140	-5,00 %	-28,75 %

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	12	32,25	-0,19 %	-14,37 %	4 084	2 652 890	51,73
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	377,50	-0,49 %	-23,80 %	40 473	141 007 765	7,62
BRVM - FINANCES	15	51,98	-0,21 %	-14,77 %	7 026	23 572 765	5,83
BRVM - TRANSPORT	2	295,16	-6,08 %	-19,52 %	2 984	3 783 280	6,96
BRVM - AGRICULTURE	5	65,35	-0,11 %	-23,91 %	4 284	6 665 835	6,39
BRVM - DISTRIBUTION	7	198,26	0,28 %	-21,72 %	7 270	5 220 565	9,45
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	246,78	0,00 %	-18,37 %	0	0	3,10
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	9,43	
Taux de rendement moyen du marché	10,42	
Taux de rentabilité moyen du marché	12,20	
Nombre de sociétés cotées	46	
Nombre de lignes obligataires	73	
Volume moyen annuel par séance	235 985,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	452 698 349,30	

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	3,96	
Ratio moyen de satisfaction	27,88	
Ratio moyen de tendance	703,63	
Ratio moyen de couverture	14,21	
Taux de rotation moyen du marché	0,01	
Prime de risque du marché	0,11	
Nombre de SGI participantes	25	

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat



SENEGAL
Chambre de Commerce et d'Industrie de Dakar
Avenue Charles de Gaulle
BP 5856 Dakar
Tél : (220) 21 91 21 26
Fax : (220) 21 91 26 21



BURKINA FASO
Chambre de Commerce et d'Industrie
de Ouagadougou
BP 502 Ouagadougou 01
Tél : (226) 20 30 87 73
Fax : (226) 20 30 87 73



CÔTE D'IVOIRE
Honneur Régional des Valeurs Mobilières
Palais, 18, Rue Joseph Anoma
01 BP 3002 Abidjan 01
Tél : (225) 20 31 58 50
Fax : (225) 20 31 47 77



GUINEE-BISSAU
Chambre de Commerce, d'Industrie,
d'Agriculture et des Services de Coopération
Régionale
BP 5000 Bissau
Tél : (246) 328 18 02 Fax : (246) 328 18 02



MALI
Intégrité (SICAVIC), AG 2000 Bamako
BP 11 0000 Bamako
Tél : (225) 44 98 18 50
Fax : (225) 44 98 18 51



NIGER
Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Innovation
de Niamey, Place de la coopération
BP 11 200 Niamey
Tél : (227) 20 73 48 02
Fax : (227) 20 73 48 02



SENEGAL
7, rue Jean Moulin
BP 8856 Dakar - Plateau
Tél : (220) 33 40 15 18
Fax : (220) 33 40 15 18



TOGO
4801, Boulevard G. GNASSONGBE Eyadéma,
Mairie de S2
BP 3202 Lomé
Tél : (228) 22 49 23 16
Fax : (228) 22 38 23 41

BRVM - BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES
 BRVM - Société Anonyme au capital de 3.062.040.000 CFA - RC : CI - ABJ - 1997 - B - 208435 - CC : 9819725 - E
 Siège Social : Abidjan - CÔTE D'IVOIRE. Adresse : 18, Rue Joseph ANOMA (Rue des Banques) - Abidjan
 Tél : +225 20 32 66 85 / 86, Fax : +225 20 32 66 84, Mail : brvm@brvm.org, Site Web : www.brvm.org

Automobile

Rolls-Royce lance une nouvelle Ghost

Touché par la crise du coronavirus, le célèbre constructeur haut de gamme a dévoilé un nouveau modèle mardi, dont la version de base se facture à plus de 270'000 francs suisses.

Rolls-Royce, l'une des marques les plus emblématiques du monde automobile, compte sur son nouveau modèle Ghost, lancé mardi, pour l'aider à surmonter le marasme du Covid-19.

Design minimaliste

Mais son patron s'attend à une crise durable avec un retour à la normale «d'ici à trois ans». Pour sa nouvelle berline équipée d'un moteur bi-turbo V12 de 6,75 litres et au design qui se veut minimaliste, le constructeur vise une clientèle d'affaires à travers le monde. «Nous avons rajeuni massivement la marque ces dix dernières années et l'âge moyen de notre clientèle est de 43 ans» assure le directeur général de Rolls-Royce, Torsten Müller-Ötvös lors d'un entretien téléphonique avec l'AFP. Ces multimillionnaires ou milliardaires devront déboursier au minimum 250'000 euros (environ 270'000 francs suisses) hors taxes pour une Ghost dans sa version la plus épurée, mais l'addition peut atteindre plusieurs millions pour les options les plus extravagantes: des téléviseurs ou un système audio «exceptionnel», de la marquerie ou des cuirs précieux ou encore un plafonnier lumineux reproduisant la voute céleste du moment de votre naissance. Détail «british»: chaque voiture est vendue avec un parapluie aux couleurs de la marque, rangé dans un étui intégré avec système de drainage pour ne pas mouiller l'intérieur.

Ventes en chute

Pour Rolls-Royce, l'une des plus prestigieuses marques de voiture au monde, le virus a toutefois provoqué une tempête dans un ciel déjà obscurci par le Brexit. «Bien sûr nous avons été touchés. D'une part beaucoup de nos partenaires dans le monde, nos concessionnaires, ont été forcés de fermer» pendant de longues semaines ou mois de confinement, souligne M. Müller-Ötvös. D'autre part, «nous avons vu un grand



nombre de clients potentiels reconsidérer leur décision d'achat», particulièrement en avril et mai, poursuit-il. Résultat: les ventes du premier semestre étaient inférieures de «probablement 30% à celles de l'an dernier à la même époque», constate le dirigeant. Il précise toutefois que cette baisse a été accentuée par un effet comparatif défavorable avec une année «record» l'an dernier, quand le constructeur avait écoulé «plus de 5000 voitures». La sortie de la Ghost devrait toutefois redonner un coup de fouet aux ventes, d'autant que «nous voyons l'activité reprendre» dans le monde, note M. Müller-Ötvös.

Inquiétude du Brexit

Le carnet de commandes regagne suffisamment de couleurs pour que la deuxième ligne de production de l'usine de Goodwood, au sud du Royaume-Uni, reprenne du service à compter de la semaine prochaine, fait-il valoir, relevant que le constructeur n'a licencié personne depuis le début de la crise sanitaire. Le dirigeant se dit «prudemment optimiste pour l'an prochain» au vu des nombreuses incertitudes: «nous nous attendons à ce que le Covid-19 reste (une difficulté) pendant un certain temps, jusqu'à ce qu'un vaccin soit disponible». L'agence de notation Moody's table sur une chute de 14% du marché automobile mondial cette année et estime qu'un rebond est «probable» en 2021 mais qu'il dépendra de la rapidité avec

laquelle la pandémie atteindra son pic. «A moyen terme, je dirais d'ici trois ans, nous devrions être de retour à la normale, et même mieux que la normale», non seulement pour Rolls-Royce mais aussi pour le marché des voitures de luxe, prédit pour sa part M. Müller-Ötvös. Fondée au début du XXe siècle, la marque rachetée en 1998 par le géant sectoriel allemand BMW fait toutefois face à un autre défi: le Brexit, à l'heure où les discussions bilatérales UE-Royaume-Uni piétinent. Le patron de Rolls-Royce a affirmé déjà maintes fois ses inquiétudes face à la perspective d'une sortie britannique de l'UE sans accord. «Ma plus forte inquiétude est de voir une chaîne d'approvisionnement perturbée», le fabricant de voitures de luxe revendiquant 600 fournisseurs dans le monde, souligne M. Müller-Ötvös. Il affirme néanmoins que l'entreprise est «pleinement préparée», ayant travaillé en amont avec les fournisseurs pour anticiper d'éventuels durcissements de la législation des importations au Royaume-Uni, et a également augmenté ses stocks de pièces détachées, entre autre. Le constructeur britannique faisait autrefois partie du même groupe que le conglomérat industriel du même nom, spécialiste des moteurs d'avions, mais les deux entités ont été séparées au début des années 1970 et constituent désormais des entreprises complètement indépendantes.

(AFPE/NXP)

Aviation

Emirates a remboursé 1,4 milliard à ses clients

La première compagnie aérienne du Moyen-Orient a annoncé ce lundi avoir traité près de 90% des demandes de remboursement liées à la crise du Covid-19.

Emirates a annoncé lundi avoir remboursé 1,4 milliard de dollars à ses clients à la suite d'annulations de vols en raison du Covid-19. Près de 90% des requêtes ont désormais été traitées. «Emirates révèle qu'elle a remboursé plus de 5 milliards de dirhams», soit 1,4 milliard de dollars (environ 1,28 milliard de francs), a indiqué la compagnie dans un communiqué. «Plus de 1,4 million de demandes de remboursement ont été traitées depuis mars, ce qui représente 90% du total des requêtes», a ajouté la compagnie de Dubaï.

Bénéfice en hausse

Emirates a enregistré un bénéfice net de 1,1 milliard de dirhams (263 millions de francs) pour l'exercice financier se terminant en mars, contre 237 millions de dollars l'année précédente. C'était la 32e année consécutive de bénéfices pour Emirates, mais ses résultats pour



l'année 2020 doivent être plombés par le Covid-19. Emirates indique desservir actuellement 80 destinations (contre plus de 140 avant la pandémie) et entend étendre progressivement son réseau avec l'assouplissement des restrictions sur les voyages. Son directeur des opérations, Adel al-Redha, a déclaré le mois dernier que la compagnie prévoyait de reprendre ses vols vers toutes les «destinations de son réseau» d'ici l'été 2021.

Suppressions d'emplois

La compagnie qui employait quelque 60'000 personnes, dont 4300 pilotes, avant la pandémie, a annoncé une série de suppressions d'emplois, sans en préciser le nombre. Le tourisme est depuis longtemps un des piliers de l'économie de Dubaï, qui a accueilli plus de 16 millions de visiteurs l'année dernière et tablait, avant l'apparition du coronavirus, sur 20 millions en 2020.

(ATS/NXP)

Entreprise

Europcar s'effondre en Bourse

Le projet de restructuration de la dette d'Europcar attise les craintes des investisseurs. "Un scénario ou une partie de la dette sera convertie en actions ou une injection de 'new money' pour renforcer la liquidité ne peut être exclue, avertit Oddo, ce qui diluerait fortement les actionnaires.



Coup dur pour les actionnaires d'Europcar. Le géant de la location de véhicules plonge de plus de 30% à 0,8475 euro à la Bourse de Paris, évoluant ainsi sur ses plus bas historiques. Lourdemment impacté par la crise du Covid-19 lors du premier semestre, le loueur de véhicules prévient que les niveaux d'activité des secteurs du voyage et des loisirs durant l'été montrent que le retour à des niveaux pre-Covid sera très lent et que le calendrier d'une vraie reprise demeure extrêmement incertain. C'est dans ce contexte qu'Europcar veut engager des discussions avec les créanciers de sa dette corporate afin de procéder à une restructuration financière. L'objectif du groupe

est de parvenir à "une structure capitalistique soutenable, adaptée à son niveau de chiffre d'affaires, avec un endettement corporate réduit et un niveau de liquidité approprié". Afin de faciliter ces discussions, Europcar souhaite que ses principales sociétés holdings puissent solliciter la nomination d'un mandataire ad hoc et/ou d'un conciliateur, ce qui nécessite l'accord d'un certain nombre de créanciers financiers du groupe, conformément aux différents accords de crédit et contrats d'émission obligataire. Le groupe a l'intention de requérir ces accords prochainement. L'ouverture de discussions en vue de procéder à une restructuration financière n'est pas une surprise. Le loueur de véhi-

cules avait préparé le terrain fin juillet à l'occasion de la publication de ses résultats semestriels. "S'il est difficile d'avoir une idée précise de l'ampleur et du rythme des négociations, il convient de reconnaître que l'impact sur les actionnaires pourrait être important", souligne Oddo BHF. "Un scénario ou une partie de la dette sera convertie en actions ('debt to equity swap') et/ou une injection de 'new money' pour renforcer la liquidité ne peut être exclue en rappelant que la capitalisation boursière est actuellement d'environ 200 millions d'euros ce qui entraînerait mécaniquement une forte dilution", indique le bureau d'études.

Avec capital.fr

Jeu vidéo

Microsoft officialise une console nouvelle génération

Des fuites ont contraint le géant américain à dévoiler l'existence et le prix de la Xbox Series S. La machine à jouer d'entrée de gamme sortira en novembre au prix de 300 dollars. Les fuites se sont propagées dans la nuit de lundi à mardi forçant Microsoft à sortir du bois les heures suivantes: c'est d'abord par le biais de tweets que le géant américain

a confirmé officiellement l'existence d'une Xbox Series S puis son prix et sa date de sortie: 300 dollars/euros (arrondi) et courant novembre. Les prix en francs suisses sont à ce stade encore inconnus. La machine, connue jusqu'ici sous le nom de code Lockhart, fera donc bien partie du combo «Xbox Series» avec un modèle «X» haut de gamme attendu autour des 500 dollars/

euros (prix encore à officialiser), conçue pour les gamers enthousiastes pour qui le prix est secondaire, et un modèle «S» d'entrée de gamme, pour qui au contraire le prix est primordial. Pour atteindre cet objectif, la console est un peu moins puissante que sa grande sœur et sera dépourvue de lecteur de disque mais fera tourner exactement les mêmes jeux.

Avec lematin.ch

Rendez-vous économiques

EVENEMENTS	DATE	LIEUX	ORGANISATEURS/CONTACTS
6ième édition Naturallia	1er au 3 septembre 2020	Canada	https://naturallia.com/
4e Conférence mondiale sur le teck 2020	24 au 27 août 2020	Accra, Ghana	Néant
Conférence mondiale sur l'ingénierie du bois 2020	24 au 27 août 2020	Santiago (Chili)	Néant
Salons e-marketing et stratégie clients	1er au 3 septembre 2020	Paris, France	https://www.emarketingparis.com/ https://www.emarketingparis.com/
8e Forum mondial sur la durabilité	14 au 19 septembre 2020	Genève (Suisse)	Néant
Rencontres de l'action internationale des collectivités territoriales 2020	21 au 22 Septembre 2020	Paris, France	http://www.cites-unies-france.org/10e-rencontres-de-l-AICT-les-2-3-juillet-2019-ACTES
3e Conférence de l'IUFRO sur l'acacia 2020	22 au 24 septembre 2020	Bintulu, Sarawak (Malaisie)	Néant
Forum mondial de l'économie circulaire 2020	29 septembre au 1er octobre 2020	Toronto, Canada	https://www.economiecirculaire.org/
Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (Cdp-26)	9 au 20 novembre 2020	Glasgow (Royaume-Uni)	Néant
Forum biennal mondial de l'investissement de la CNUCED	6 au 10 décembre 2020	Abu Dhabi, Emirats Arabes Unis	Néant
Journées de l'Innovation en Biologie 2020	04 au 05 novembre 2020	Paris, France	https://jib-innovation.com/
Assises africaines de l'intelligence économique	Février 2021	Congo	communication@assises-africaines-ie.org

HOROSCOPE finance

Bélier Ce sera enfin l'embellie financière, et une embellie durable ! Tous ceux d'entre vous qui avaient commencé dernièrement à rééquilibrer leur budget vont maintenant pouvoir améliorer nettement leur sort. Ceux qui ont des dettes vont pouvoir les rembourser, se remettre à niveau et, qui sait, commencer à faire des économies. Cela vous sera d'autant plus facile que vous ne serez pas d'humeur dépensière.

Taureau Très bonne journée pour effectuer des opérations financières audacieuses. Si vous menez habilement votre barque, en prenant des risques calculés, vous serez en mesure de développer votre situation matérielle.

Gémeaux Une échéance oubliée ou une dépense supplémentaire inattendue vous surprendront. Et vous voilà agacé, irritable. Pourquoi ne pas demander un autre délai ou des facilités de paiement ? Essayez, et vous verrez.

Cancer Ne vous laissez pas abuser par des marchands d'illusions qui vous promettent des emplois bidons, des panacées pour tous les maux, ou des régimes amaigrissants miracles. Par les temps qui courent, il est difficile de ne pas être crédule.

Lion De nombreuses activités liées aux finances seront particulièrement favorisées cette fois, notamment le commerce et les voyages. Des transactions immobilières pourront enfin aboutir comme vous le souhaitez.

Vierge Vous adorerez les signes extérieurs de richesse. Si vos moyens vous le permettent, vous n'hésitez pas à vous offrir la voiture ou l'appartement de vos rêves. Pensez cependant à assurer vos arrières.

Balance Votre équilibre financier ne devrait pas poser trop de problèmes, vu cette position de Saturne. Attention toutefois à la Lune : même si les choses s'améliorent, ce ne sera pas encore le Pérou, et mieux vaudra rester raisonnable.

Scorpion Même si de nombreux soucis d'argent vous inquiètent, vous garderez le moral. Cette attitude positive, insufflée par Mercure, vous aidera à tirer parti d'une occasion inespérée et à redresser la situation.

Sagittaire Votre équilibre budgétaire sera protégé par Saturne. Un coup de chance incroyable est d'ailleurs possible. Si vous faites partie des heureux élus qui ont droit à une bonne surprise, restez quand même prudent : placez cet argent au lieu de le dépenser.

Capricorne Les finances seront soumises à l'instabilité, mais cela pourra provenir de raisons indépendantes de votre volonté ; il faudra donc rester prévoyant et éviter les dépenses au-dessus de vos moyens.

Verseau L'influence de Mars pourra avoir deux conséquences. D'un côté, cette planète va vous inciter à vous donner beaucoup de mal pour améliorer vos revenus, ce qui est évidemment très positif. Mais de l'autre, elle risque de vous souffler des envies d'achats impulsives, vous tournant sérieusement la tête, au point de vous faire signer un chèque ou souscrire un emprunt largement au-dessus de vos moyens !

Poissons Vous aurez le soutien de la planète Mercure dans le domaine matériel. Ne vous fiez pourtant pas aveuglément aux apparences ; étudiez sérieusement les propositions qui pourraient vous être faites aujourd'hui.

L'économiste du Togo

Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières

Email : leconomistetogo@gmail.com

Site web : www.leconomistedutogo.com

REC N°0602/11/12/19/HAAC

Adress AGOE Route de la cour d'Appel (derrière institut IPP)

Tél: 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

Directeur de publication

Komlan KPATIDE
00228 90 05 05 08

Rédacteur en chef

Joël YANGLU
00228 97 78 79 07

Chef d'édition

Yves K.ADJANOUVI

Rédacteurs

Issa SIKITI da SILVA

Nicole ESSO

Kodji GATOR JOE

Vivien ATAKPABEM

Junior OREDOLA

Bernard D. AFAWOUBO

Direction commerciale

Madjé Wellda AKUE

00228 97 25 84 84

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

Léon Junho SODEDJI

Imprimerie

J.C. Inter press

Tirage: 5000



Société d'Études Topographique Immobilière et d'Expertise Foncière

Foncier - Construction - Location - Vente d'immeuble

Invite

les togolais au respect des mesures prises
par le Gouvernement contre le **Corona virus**

ENSEMBLE, PROTÉGEONS LE TOGO

Les mesures barrières contre
le coronavirus COVID-19

SE LAVER

les mains à l'eau et au savon
fréquemment.



UTILISER

des mouchoirs à usage unique et les
jeter immédiatement dans une
poubelle fermée puis se laver les
mains

SE COUVRIR

la bouche et le nez avec le pli du
coude en cas de toux ou
d'éternuement.



LIMITER

les contacts proches. Maintenir une
distance d'au moins 1 mètre avec les
autres personnes, en particulier si
elles toussent, éternuent ou ont de la
fièvre.



NUMERO VERT 111

SI VOUS RESSENTEZ DE LA
FIÈVRE, DE LA TOUX OU
DES DIFFICULTÉS À RESPIRER.



A la propagation du Coronavirus au TOGO

Siège : Agoè route de la cour d'appel (derrière IPP Institut)
Tel 00(228) 22 40 40 48 / 92 06 85 06 E-mail seultogo@gmail.com Lomé

Gouvernance locale

Boukpassi exhorte les maires à éviter les détournements de fonds

Lors de l'ouverture d'un séminaire lundi à Lomé, le ministre Boukpassi en charge de l'Administration territoriale, de la Décentralisation et des Collectivités locales a voulu connaître le degré d'engagement des maires dans le processus de décentralisation et du développement au Togo.

M. Boukpassi qui invite les conseillers municipaux à prioritairement lutter contre la pauvreté dans leur différente commune, a soumis ces derniers à une série d'interrogations. Une sorte d'introspection visant à les motiver afin qu'ils fassent bon usage des 3 milliards de F CFA qui leur seront versés bientôt. Un fonds d'appui aux collectivités territoriales (FACT) destiné à assurer le développement de leur commune respective. « Je voudrais vous demander de vous poser vous-mêmes chacun les questions ci-après : Qu'ai-je fait en tant que Maire pour apporter ma contribution dans la lutte contre la pauvreté en une année d'exercice ? Dans le domaine de l'éduca-



tion, combien de tables bancs ma commune a-t-elle offert aux écoles de la localité en une année ? Combien d'établissements décoiffés ma commune a-t-elle réparée ? Dans le domaine de la santé, combien de lits ma commune a-t-elle offert aux centres médicaux sociaux de ma localité ? Combien de forages existant ai-je pu faire réparer

en tant que Maire ? », a énuméré Boukpassi. Précisons que le détournement de fonds est un sport favori au pays de Faure Gnassingbé. Et le moins qu'on puisse dire, c'est que cette série d'interrogations n'est qu'une exhortation pour plus de transparence dans la gestion financière des communes.

Avec iciLome

FC Barcelone

Antoine Griezmann lâche ses vérités sur Lionel Messi

Antoine Griezmann s'est exprimé sur sa situation au FC Barcelone et sur sa relation avec Lionel Messi pour la première fois depuis l'épisode du vrai-faux départ de l'Argentin. Le Français compte bien rester au Barça et afficher une meilleure entente technique avec la Pulga.



Les temps sont agités au FC Barcelone mais le pire a été évité. Lionel Messi ne quittera pas son club de toujours comme il le souhaitait initialement, refroidi par la

position du président Bartomeu qui ne lui a pas ouvert la porte malgré ses promesses, comme l'a révélé le joueur argentin. Pour beaucoup d'observateurs, le fait de voir Messi poursuivre l'aventure en Catalogne est une mauvaise nouvelle pour Antoine Griezmann, dont la relation technique avec la Pulga fut loin d'être satisfaisante la saison passée. Si Messi reste, alors Griezmann pourrait partir, pouvait-on même lire dans la presse espagnole. Pour la première fois depuis le vrai-faux départ de Messi, Antoine Griezmann s'est exprimé sur le sujet à RTL, et a évoqué son entente avec son célèbre coéquipier. « Oui, ça se passe bien. On s'entend très bien en dehors du terrain. Après c'est comme avec Kylian (Mbappé), au début je ne trouvais pas les passes. J'ai eu besoin de beaucoup de temps pour le trouver. Mais ça va venir avec Leo. J'ai hâte d'y arriver et de prendre du plaisir », a glissé Griezmann, concédant ainsi ses difficultés à s'épanouir sur le terrain avec Messi.

Antoine Griezmann reste au Barça

Il a ensuite assuré que son avenir s'écrivait bien du côté

du Camp Nou malgré les nombreuses rumeurs qui fleurissent à son sujet. « Oui, je ne sais pas pourquoi les gens inventent un peu des destinations pour voir si un jour ils vont trouver. Je suis très bien là-bas, j'ai la confiance du club et du coach. Donc je suis bien. C'était une saison très compliquée pour tout le monde, là on repart de plus belle. » Requinqué par son séjour en équipe de France, Griezmann repart donc le couteau entre les dents, déterminé à enfin s'intégrer pleinement dans le jeu du FC Barcelone. Y parviendra-t-il sous les ordres du nouvel entraîneur Ronald Koeman ? C'est ce qu'il espère. « J'ai très envie de connaître le nouveau coach personnellement, même si j'ai déjà parlé avec lui au téléphone, mais ce n'est pas pareil en face à face. Hâte de retrouver les coéquipiers et envie de tout faire pour gagner des trophées. Ça a été une saison blanche, ça faisait très longtemps pour le Barça, et j'ai envie d'aider mes coéquipiers pour gagner. » Voilà qui est dit

Avec footmercato.net

Concours

« Le monde dans 25 ans », sous l'art togolais

Le système des Nations Unies au Togo organise, à l'intention des artistes de nationalité togolaise et âgée de plus de 18 ans, un concours de création artistique sur le monde en 2045. Imaginer le monde de demain à travers l'art, c'est à ce challenge que sont conviés les artistes de toutes disciplines.

Le monde que nous voulons en 2045 », est le thème principal d'un concours initié dans le cadre de la campagne de consultation et de dialogues dénommée UN75, marquant le 75e anniversaire de l'Organisation des Nations Unies. « L'objectif du concours artistique dans le cadre de UN75 est de susciter la réflexion du milieu des arts sur le monde de demain, d'accroître l'engagement des artistes togolais dans la construction de ce monde rêvé », renseigne l'appel à l'intention des artistes togolais. A cet effet, les artistes togolais des deux sexes peuvent exprimer à travers la musique, la littérature et les arts visuels et numériques, leurs rêves du monde, dans 25 ans. Lancé depuis le 7 septembre dernier, les



artistes togolais désireux ont jusqu'au 04 octobre 2020 à minuit pour faire acte de candidature. Les dossiers doivent être envoyés par courrier électronique à l'adresse suivante : concours@un75.tg. L'évaluation des œuvres en compétition sera du ressort d'un jury indépendant composé d'experts et des internautes des plateformes (Facebook et Twitter) dédiées.

Les votes des internautes compteront pour 30% dans la notation finale. Le concours de création artistique sur le monde en 2045 est doté de prix. Les trois premiers artistes de chaque catégorie artistique recevront des prix numéraires allant jusqu'à 1 million FCFA. Le système des Nations Unies au Togo est convaincu que les arts et la culture contribuent à

l'expression individuelle et collective et traduisent également les opinions des auteurs et du public. Ce concours se veut donc un creuser pour stimuler le dialogue dans tous les segments de la société avec un accent sur les jeunes et sur tous ceux dont la voix est trop souvent marginalisée.

iciLome

Baromètres Togo

Principaux pays partenaires

Principaux clients (% des exportations)	2017
Burkina Faso	17,9%
Bénin	14,3%
Ghana	7,6%
Niger	6,4%
Inde	6,1%
Mali	5,7%
Côte d'Ivoire	5,5%
Nigéria	4,8
Emirats Arabes Unis	3,5%
Australie	3,2%

Source : Comtrade, dernières données disponibles

Principaux fournisseurs (% des importations)	2017
Chine	19,6%
France	10,8%
Japon	5,1%
Pays-Bas	5,0%
Ghana	4,1%
Inde	3,6%
Belgique	3,2%
Arabie Saoudite	3,2%
Allemagne	3,1%
Nigéria	3,0%

Source : Comtrade, dernières données disponibles

https://import-export.societegenerale.fr/fr/fiche-pays/togo/indicateurs-croissance



#CQFS

Bénéficiez d'une **réduction de 40% sur la TPU** pouvant aller jusqu'à quatre ans selon votre affiliation à une structure d'accompagnement vers la formalisation telles que les CGA, DOSI, ANADEB.



Office Togolais des Recettes - OTR



#CQFS

L'OTR est désormais disponible sur «**WhatsApp**» pour vos questions, observations et commentaires liés à la fiscalité et à la douane via le numéro

(+228) 90 99 41 01



Office Togolais des Recettes - OTR